



Offre de poste
Juriste, droits de l'enfant, droit des étrangers
A pourvoir dès que possible

Informations sur les mineurs isolés étrangers est une association loi 1901, créée en 2009.

Il s'agit d'une plateforme nationale composée de 72 membres (organisations, institutions et membres individuels) dont l'objectif commun est de favoriser la connaissance et la compréhension des problématiques des mineur-e-s isolé-e-s étranger-e-s et jeunes majeur-e-s étranger-e-s afin de concourir à leur protection en France et au respect de leurs droits.

Depuis plus de 10 ans, InfoMIE outille les acteurs et actrices qui les accompagnent et travaille à la protection et au respect des droits de ces jeunes.

Les mineur-e-s isolé-e-s étranger-e-s, du fait de leur minorité et de leur isolement légal, deux critères de danger au sens de l'article 375 du code civil, relèvent de l'enfance en danger, sans discrimination, et donc de la compétence des départements au titre de la protection de l'enfance.

Ainsi, la protection en France de ces jeunes particulièrement vulnérables et leur parcours administratif dépend pleinement de la qualité et de la cohérence de l'accompagnement mis en place dès leur arrivée sur le territoire et durant les mois ou années que durera leur prise en charge / leur soutien par les services de l'aide sociale à l'enfance.

La question des mineur-e-s isolé-e-s et jeunes majeur-e-s étranger-e-s relevant de champs très divers et imbriqués (juridique, éducatif, médical, psychopathologique, etc.), InfoMIE offre un espace d'échanges – lieu technique de réflexion, dédié aux personnes qui travaillent en direction de ces jeunes – tous secteurs confondus – afin qu'elles puissent se trouver / se retrouver (lutte contre l'isolement des acteurs et des actrices), réfléchir collectivement et croiser leurs visions sur les problèmes rencontrés, les solutions dégagées, etc.

Pour que les droits de ces jeunes particulièrement vulnérables soient respectés, pour qu'ils et elles soient protégé-e-s, une information, une formation et un outillage technique des acteurs et actrices qui les accompagnent et des jeunes concerné-e-s est une base indispensable. Ceci est notre action au quotidien.

Notre objectif est ainsi de favoriser durablement l'accès aux droits des mineur-e-s isolé-e-s étranger-e-s et jeunes majeur-e-s étranger-e-s.

1. Intitulé du poste : juriste, droits de l'enfant, droit des étrangers

2. Finalité du poste

Placé-e sous la responsabilité de la coordinatrice de la plateforme InfoMIE, le / la juriste est chargé-e de participer à la mise en œuvre de la stratégie et des actions d'InfoMIE concernant la diffusion du droit applicable, l'accès aux droits des mineur-e-s isolé-e-s et jeunes majeur-e-s étranger-e-s et l'outillage des acteurs et actrices accompagnant ces jeunes vulnérables

3. Missions principales et tâches

Sous la supervision de la coordinatrice de la plateforme, il s'agira pour le / la juriste de :

- **Assurer la veille quotidienne documentaire et législative sur la thématique des MIE et jeunes majeur-e-s étranger-e-s et l'alimentation du centre ressources en ligne www.infomie.net :**
 - Administration du site
 - Alimentation (veille intensive transversale)
 - Envoi de la lettre d'actualité bimensuelle
- **Assurer la veille jurisprudentielle et l'alimentation de la base de données jurisprudences :**
 - Suivi de l'actualité jurisprudentielle
 - Traitement des jurisprudences collectées : analyse, synthèse, anonymisation, mise en ligne et diffusion, classement et alimentation de la base de données
- **Appuyer la coordinatrice de l'association dans la tenue des permanences juridiques :**
 - Réception des questions, instruction des demandes, rédaction des projets de réponse
 - Modération juridique quotidienne de la liste de travail RIME (liste de travail nationale réunissant professionnels, acteurs et actrices accompagnant les MIE et jeunes majeur-e-s) et gestion des abonnements
- **Appuyer la coordinatrice dans l'organisation des instances de travail nationales pluri-acteurs / actrices, pluridisciplinaires (notamment groupes de travail santé, groupe de travail jurisprudences, demi-journées d'étude, etc.)**
- **Participer à l'organisation et à l'animation du réseau national d'avocat-e-s et de juristes spécialisé-e-s sur la question des MIE et jeunes majeur-e-s**

4. Profil souhaité

4.1. Expérience souhaitée

Expérience professionnelle effective de 1 à 3 ans dans le secteur associatif

L'expérience de tenue de permanences juridiques, de soutien juridique auprès de MIE, en droit des étrangers, droit d'asile ou auprès d'autres publics vulnérables est un plus

4.2. Compétences indispensables

Connaissance du système de protection de l'enfance (cadre national et conventions internationales)

Connaissance du droit des étrangers, de la procédure civile, de la procédure administrative

Compétences en animation et coordination de réseaux

4.3. Compétences complémentaires souhaitées

Outil emailing : Mailjet, Framaliste

Compétences en gestion de site internet (SPIP)

Langues étrangères appréciées

5. Qualités

Sensibilité aux problématiques relatives à l'enfance en danger, aux droits fondamentaux et plus particulièrement aux droits de l'enfants et aux questions liées aux migrations

- Rigueur
- Capacités d'analyse, de synthèse et d'argumentation juridique
- Autonomie
- Pédagogie
- Bonnes capacités d'organisation
- Forte capacité d'adaptation
- Capacité rédactionnelle
- Bon sens du relationnel
- Travail en équipe



6. Formation

Diplôme en droit :

Master II en droit privé, droit international / droits de l'homme, droit public, droit pénal

Bon niveau d'anglais (lu, écrit, parlé)

7. Lieu de travail

Paris 7^e (métro Assemblée nationale) + déplacements en France à prévoir

8. Durée du contrat

CDD de 6 mois renouvelables si financements

Disponibilité souhaitée : immédiate

9. Conditions

Contrat de travail rattaché à la convention collective nationale du personnel des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire

Salaire selon profil et expériences

Remboursement titre de transport en commun à 50%

Accord de télétravail ponctuel

Communication orale en vis-à-vis ou par téléphone

Travail sur écran / bureau partagé / posture assise

10. Modalités de candidature

Candidature (CV et lettre de motivation) à envoyer **au plus tard le 15 avril 2022** à l'attention de : Romane POUCKET – Coordinatrice de l'association InfoMIE

coordinatrice@infomie.net

Objet : Recrutement juriste InfoMIE

Vous serez recontacté-e dans la mesure du possible au cours de la semaine du 4 avril 2021 pour l'organisation d'un éventuel entretien.